

Domination autoritaire et circularité entre savoir et pouvoir

L'exemple de la RDA

L'idée d'une spécificité des rapports de domination dans les régimes autoritaires ou les sociétés coloniales est fermement ancrée dans les représentations ordinaires et savantes. Cette idée suppose l'existence d'une sorte d'extraterritorialité où la forme essentiellement coercitive des rapports de domination et leur intensité seraient par nature différentes de celles ayant cours dans les démocraties. Contrairement aux *colonial studies* ou à l'anthropologie, où les techniques de recensement, de cartographie, ou la mobilisation de connaissances ethnologiques dans l'exercice de la domination ont déjà une longue tradition, le rôle des savoirs dans la domination politique propre aux régimes autoritaires a peu été examiné. Comment comprendre cette lacune ? Pourquoi prêter attention aux liens entre savoir et pouvoir ? En prenant le cas de la République Démocratique Allemande (RDA) et en regardant, plus particulièrement, trois situations où le savoir des gouvernants est directement en jeu, on voudrait montrer tout l'intérêt, à la fois sociologique et politique, d'une telle approche qui oblige à réviser bien des idées reçues, notamment celle d'une emprise totale des gouvernants sur des gouvernés entièrement soumis aux directives autoritaires.

JAY ROWELL
CNRS, UMR SAGE,
université de Strasbourg

L'exclusion des enjeux du savoir dans l'analyse des systèmes autoritaires

L'étude des rapports de domination dans les États autoritaires a longtemps été centrée sur la production de l'obéissance où la docilité était expliquée par trois grandes raisons (alternativement ou conjointement) : la coercition, la terreur, ou l'arbitraire¹ ; le travail idéologique de justification de la domination² ; ou encore la distribution sélective de biens et de services, ce que Béatrice Hiboux appelle les « douceurs insidieuses » dans ses travaux sur la Tunisie de Ben Ali³. Au cours des années 1990, un autre courant de recherche plus ancré dans l'histoire sociale s'est développé avec l'ouverture des archives⁴.

1. Courtois (S.), (dir.), *Le livre noir du Communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997.

2. Colas (D.), *Le Léninisme. Philosophie et sociologie politiques du léninisme*, Paris, PUF, 1998.

3. Hibou (B.), *La force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 2006.

4. Bessel (R.), Jessen (R.), (dirs.), *Die Grenzen der Diktatur : Staat und Gesellschaft in der DDR*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1996.

Plus attentifs aux logiques spécifiques des groupes sociaux, ces travaux ont peu interrogé cependant les effets de l'inertie du social sur les dispositifs du pouvoir et la place du savoir des gouvernants dans l'organisation sociale et politique de l'ordre autoritaire. Cette conception des systèmes autoritaires, qui admet comme allant de soi que le pouvoir est fondé ici sur un savoir ou un panoptique « total » de la société, repose sur le présupposé d'un exceptionnalisme méthodologique⁵ pour lequel la *nature* particulière du mode de domination renverrait à des explications « extraordinaires » échappant aux règles épistémologiques ordinaires des sciences sociales. Ce qui conduit parfois les analystes à des interprétations aux équilibres précaires voire étonnants. Ainsi, si la durabilité des régimes autoritaires de l'ex-URSS était généralement reliée à la surveillance et au contrôle incessants opérés par des États « omniscients », l'effondrement en 1989 des systèmes de type soviétique a été souvent, à l'inverse, expliqué par l'opacité de la société aux yeux des gouvernants, comme si une sorte de « village Potemkine » avait existé malgré la présence massive et ramifiée de la police secrète⁶.

La circularité entre savoir et pouvoir n'est pas uniquement un problème épistémologique. Son analyse ouvre sur des questions essentielles concernant les conditions de production de la docilité. Il n'est sans doute pas inutile de revenir ici à l'importance que Max Weber accorde aux savoirs dans un ordre social structuré par la domination bureaucratique. Pour lui, « l'administration bureaucratique est

la domination en vertu du savoir »⁷. Cet énoncé s'inscrit dans la distinction qu'il opère entre la puissance, *Macht*, qui s'exprime dans les relations directes ne nécessitant pas de croyances en la légitimité de l'ordre, et la *Herrschaft*, plus impersonnelle, opérant sur une plus grande échelle, grâce à une bureaucratie, et qui implique un travail de légitimation pour rendre la relation d'obéissance acceptable, voire même désirable⁸. Du point de vue des dominants, il s'agit d'assurer la prévisibilité de l'action, et grâce à des investissements de forme⁹, de faire l'économie du recours à la force.

Si la domination bureaucratique implique ainsi la détention de savoirs, c'est que leurs usages jouent sur plusieurs plans. Ils entrent dans le processus de légitimation des gouvernants, en constituant une ressource d'autorité et de justification de l'action. La production et l'appropriation de connaissances sur les dominés permettent, en outre, aux dominants de prévoir à l'avance les effets probables de leur action et d'ajuster ainsi plus efficacement leur ligne de conduite. L'enjeu ici est de maîtriser les sources d'incertitude propre à tout gouvernement des hommes, ce qui suppose une accumulation de savoirs adaptés. Enfin, la codification bureaucratique des savoirs traduit la complexité et la variété infinie des personnes, des choses et des flux en catégories d'action politique, traduction nécessaire pour avoir une prise sur le réel et orienter les conduites¹⁰.

7. Weber (M.), *Économie et Société*, T.1, Paris, Plon, 1995. p.

8. Lagroye (J.), « La légitimation », dans Grawitz (M.), Leca (J.), (dirs.), *Traité de science politique*, vol. 1, Paris, PUF, 1985.

9. Thévenot (L.), « Les investissements de forme, » *Cahiers du centre d'études de l'emploi*, n°29, 1985.

10. Desrosières (A.), *La politique des grands nombres : histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, 1993.

5. Dobry (M.), « Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la "révolution fasciste" », *Revue française de sociologie*, n°3-4, vol XXX, juil.-déc. 1989.

6. Offe (C.), *Der Tunnel am Ende des Lichts*, Francfort-sur-le-Main, Campus Verlag, 1994, p.12-13

L'étroite relation entre acquisition de savoirs et capacité à exercer une domination voire leur circularité fait partie des croyances communes en sciences sociales, théorisée par les auteurs les plus consacrés. Selon James Scott, « Si nous imaginons un État qui ne dispose d'aucun moyen fiable de localiser sa population, d'évaluer sa richesse, de cartographier son espace et ses ressources, nous imaginons un État dont les interventions dans la société sont nécessairement rudimentaires. Une société qui est relativement opaque à l'État est par conséquent protégée des interventions étatiques les plus fines. »¹¹

Pourtant, cette relation est plus complexe et énigmatique que ce qu'il en est imaginé. Production et usages d'un savoir bureaucratique totalisant et relative opacité du social vont souvent de pair dans le fonctionnement concret des ordres autoritaires. Notre recherche sur les politiques du logement en RDA et l'étude des relations « au guichet »¹² dans le face à face entre agents administratifs et population locale mettent en évidence nombre de configurations où la circularité entre savoir et pouvoir est interrompue, subvertie voire inexistante.

Usages du recensement de la population et du logement en RDA

Entre 1946 et 1981, la RDA a réalisé quatre recensements de la population, dont trois synchronisés avec un recensement des logements. Je m'attendais à trouver dans les archives une exploitation très poussée et fine d'un savoir permettant de localiser les individus et les groupes dans l'espace et d'évaluer la quantité et la qua-

lité de logements détenus par différentes catégories sociales. Un tel savoir aurait pu être utilisé pour organiser une politique visant à contrôler la répartition spatiale des groupes sociaux ou pour favoriser ou défavoriser la détention de biens de certains individus.

Or, force a été de constater que les données des recensements n'ont servi aucun projet d'ingénierie sociale ou urbaine. Pourquoi alors consacrer un tel effort à la collecte de données ? Indéniablement, il y avait un enjeu de légitimation du régime par le savoir. Les recensements étaient organisés avec beaucoup de sérieux et de précision, à grands renforts de publicité, et ont été justifiés publiquement par leur utilité pour l'économie et les conditions de vie de la population. Cependant, ce savoir est resté dans les armoires blindées à Berlin. C'est que ce n'est ni la diffusion ni la circulation des savoirs qui en faisaient la valeur, mais leur monopolisation, notamment pour régler des concurrences internes aux différentes bureaucraties du régime. Les renseignements collectés ont ainsi servi dans les négociations sur la répartition territoriale des investissements entre État et instances infranationales pour obliger ces dernières à en rabattre sur leurs prétentions. Les instances locales ne disposant pas de connaissances actualisées sur la population ou le parc de logements de leur propre territoire, l'administration centrale pouvait mobiliser des données qu'elle seule détenait pour délégitimer facilement des réclamations en jouant sélectivement sur une comparaison entre territoires ou en reportant la demande à une moyenne nationale. Le savoir était ainsi une ressource puissante, mais qui était gardée en réserve et utilisée dans les jeux internes pour resserrer le contrôle hiérarchique de l'État sur les gouvernements locaux.

11. Scott (J.), *Seeing like a State*, New Haven, Yale University Press, 1998, p. 77.

12. Dubois, (V.), *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica, 1999.

La relation entre habitants et agents de l'État

Comment s'opérait l'allocation de logements, on le sait, enjeu social et politique concret dans le système de la RDA ? En Allemagne de l'Est, l'offre et la demande de logements étaient entièrement contrôlés par l'État, *via* les politiques de construction, d'attribution et de saisies des habitats « sous-utilisés ». Les carrières résidentielles ne dépendaient pas du choix des individus, mais devaient passer par l'administration qui en reconnaissait (ou non) le besoin et mettait en équivalence l'identité des personnes et la qualité du bien attribué. Les agents municipaux devaient de leur côté établir une liste nominative d'attribution en suivant les lois, instructions et circulaires ministérielles, et les communiqués du bureau politique du Parti qui définissaient les catégories de la population prioritaires. Or, il n'existait aucune instance centrale de coordination ou de contrôle des activités de distribution des logements. Ce qui a entraîné une multiplication des directives et des circulaires, les ministères et le Parti élargissant toujours davantage le cercle de la population prioritaire.

La relation au guichet entre agents municipaux et demandeurs de logement était ainsi structurée autrement que par l'application de directives venues d'en haut. Tout d'abord, la multiplication des catégories sociales prioritaires aux contours très flous laissait une marge d'appréciation relativement grande aux petits bureaucrates dans la définition des identités ouvrant droit à un accès privilégié à l'habitat. Ensuite, une division s'opérait entre les autochtones et les demandeurs venus de l'extérieur d'une commune, disposant souvent de l'appui d'une entreprise ou d'un ministère. Les agents municipaux, eux-mêmes résidents de la commune, avaient tendance à favori-

ser les demandes locales, souvent issues de leurs propres cercles de sociabilité. Obligés alors de freiner l'arrivée de personnes étrangères à la localité, mais disposant d'appuis politiques, les agents de l'État mobilisaient, dans leur argumentation, des savoirs concernant les durées des files d'attente ou les textes administratifs opposables à de telles demandes. Leur activité n'était pas ainsi dictée par une obéissance zélée à la règle, de toute façon multiple et contradictoire, mais intégrait d'autres considérations relevant de leurs relations de sociabilité, de leurs réseaux d'échanges de biens et de services caractéristiques des économies planifiées.

Ces jeux bureaucratiques¹³ ne paraissent étonnants dans un État autoritaire que si l'on oublie son mode d'existence concret. Le Parti et la hiérarchie n'avaient qu'une emprise relativement limitée sur les agents municipaux. Deux raisons à cela. Premièrement, très mal payé et presque exclusivement féminin, ce personnel était soumis à des pressions sociales et bureaucratiques fortes et contradictoires, conduisant à un important *turnover* (en moyenne un tiers de ces agents avait plus de trois ans d'ancienneté). La hiérarchie devait ainsi laisser certaines libertés à ses agents pour ne pas accélérer leurs départs. Deuxièmement, les catégories administratives étaient tellement floues qu'en rendant compte de leur action, les agents pouvaient rendre conformes *ex post* leurs activités qui, sur le moment, l'étaient très peu. Du côté des demandeurs se réalisait symétriquement un apprentissage du fonctionnement de l'État. Peu à peu, ils ont acquis dans les relations à l'administration une capacité à jouer sur leurs identités pour les rendre compatibles avec les catégories adminis-

13. Dubois (V.), Lozac'h (V.), Rowell (J.), « Jeux bureaucratiques en régime communiste », *Sociétés contemporaines*, n° 57/2005, p. 5-20.

tratives et à jouer sur les interstices entre le Parti, l'État et les entreprises.

À propos de « l'aveuglement » des membres du Bureau politique

Que savaient les membres du Bureau politique de l'état de l'opinion et quels étaient les instruments de connaissance à leur disposition pour comprendre le rapport des citoyens à l'État ? En l'absence d'un espace médiatique libre ou d'élections concurrentielles, la collecte et la mise en forme des savoirs sur « l'état d'esprit » de la population étaient des enjeux importants pour anticiper les réactions des dominés.

Des historiens ont souligné que les rapports d'activité des instances subalternes qui remontaient à Berlin ont eu tendance, à partir des années 1960, à devenir plus standardisés et aseptisés¹⁴. Si la routinisation à l'œuvre témoignait de l'apprentissage des formes attendues par la hiérarchie dans une tactique d'évitement des contrôles, elle a conduit à creuser l'écart entre la « réalité » sociale et économique et sa traduction bureaucratique. Restaient deux sources principales aux dirigeants pour connaître le rapport à l'État des citoyens. La surveillance de la police politique (Stasi) et la réception de centaines de milliers d'*Eingaben*, sorte de pétitions individuelles ou de plaintes critiquant une situation (très souvent la consommation ou la relation avec les administrations).

La Stasi, comme les *Eingaben*, mettaient à disposition un volume presque infini de connaissances sur les individus, mais ces informations se sont révélées très peu utiles ou utilisables pour cerner la légitimité du régime. D'une part, parce que la très grande majorité des citoyens ne se posaient pas

véritablement la question de la légitimité d'un régime solidement ancré dans les réalités. Ils s'accommodaient d'un ordre social et politique qui leur apparaissait ayant et devant toujours exister et peu nombreux étaient ceux qui sortaient de ce cadre de pensée. Il s'agissait pour eux de faire avancer leurs propres intérêts en exploitant les failles du système bureaucratique et en entrant dans des transactions de ressources avec les administrations ou le Parti. D'autre part, ces informations, très individualisées, étaient difficiles à agréger dans des catégories permettant de repérer les sources d'insatisfaction ou les groupes sociaux dont l'obéissance était problématique.

En témoigne l'exemple des *Eingaben*. On aurait pu imaginer la construction de statistiques à partir de ces milliers de documents. Cette mise en tableau a effectivement été tentée à plusieurs reprises et a permis d'identifier des territoires, groupes sociaux ou domaines d'action publique (consommation et logement arrivant en tête) à l'origine du plus grand nombre de protestations. Or, sans formulaire préétabli et standardisé, les protestataires étaient libres de se présenter et de présenter leur litige à leur guise, rendant là aussi extrêmement compliquée leur agrégation statistique. Même lorsque des tableaux ont pu être présentés aux membres du Bureau politique, ils étaient considérés comme une « agrégation de brouilles » sans intérêt¹⁵.

On aurait tort, comme l'ont fait certains historiens, de considérer ces prises de parole comme des instruments de mesure de la frustration et *in fine* de la légitimité défaillante du régime¹⁶. C'est

14. Voir par exemple, Fullbrook (M.), *Anatomy of a Dictatorship*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

15. Uschner (M.), *Die Zweite Etage : Funktionsweise eines Machtapparates*, Berlin, Dietz, 1995, p.133.

16. Staadt (J.), « Eingaben : Die institutionalisierte Meckerkultur in der DDR, » *Arbeitspapiere des Forschungsverbandes SED-Staat*, n°24, F.U. Berlin, 1996.

profondément méconnaître le sens tactique d'un échange initié par l'administré. Si l'on regarde ces plaintes comme un mode d'action symbolique, alors se dégage de leur diversité manifeste une forme de répertoire récurrent. Le plaignant commence en faisant état de sa loyauté politique et de sa contribution économique. Il expose son problème (de logement, de consommation...) et éventuellement les dysfonctionnements de l'administration. Le récit vise à montrer en quoi cette situation mine sa productivité et surtout sa foi socialiste. Il met ainsi le destinataire au défi de rétablir une croyance ébranlée, une démarche qui était souvent couronnée de succès. On ne peut rien déduire de ce type de source sur la réalité de la croyance politique qui est en jeu. Par contre, on comprend mieux les usages de l'État, l'appropriation des catégories supposées efficaces dans l'interaction et la structure des transactions entre les administrés et les agents de l'État ou du Parti.

Étudier le rôle des savoirs dans les relations de domination est indispensable, mais requiert prudence et vigilance. Ce n'est pas parce qu'un savoir est produit et existe qu'il circule ou sert nécessairement l'entreprise de domination. Des conditions à la fois historiques et sociales sont nécessaires à la circularité entre savoir et pouvoir et rien ne dit, comme notre enquête sur la RDA le montre, que ce soit dans les régimes autoritaires qu'elle se réalise le mieux. ■